

Manifestation contre le G20: Il faut une réponse socialiste à la crise mondiale

Déclaration du Socialist Equality Party (Parti de l'égalité socialiste, PES) de Grande-Bretagne, 27 mars 2009

La déclaration suivante a été distribuée lors de la manifestation « Put people first » (PPF - "faire passer les humains d'abord"), qui s'est déroulée à Londres samedi dernier.

La manifestation de masse du 28 mars à Londres contre le sommet du G20 pose des questions fondamentales de perspective politique.

La chute de l'économie mondiale dans la pire récession que l'histoire ait connue confronte l'humanité à une catastrophe sans précédent. Avant même le début de cette crise, quelque quatre milliards de personnes dans le monde subissaient un niveau de pauvreté dégradant, représentant une menace pour la vie. Les inégalités sociales avaient atteint des proportions malfaisantes. Les 10 pour cent les plus riches de la population mondiale possédaient 85 pour cent des avoirs de la planète, parmi ces 10 pour cent, le un pour cent du haut possédait 40 pour cent des richesses, Face à cela, les 50 pour cent de la population mondiale au plus bas de l'échelle possédaient moins de 1 pour cent des richesses mondiales.

Ces disparités vont nettement empirer, avec les dizaines de millions de personnes qui perdent leur emploi, les entreprises qui mettent la clé sous la porte, les logements qui sont saisis par des huissiers, les banques qui font faillite et les économies nationales toute entières confrontées à la banqueroute.

Idéologiquement, ainsi que socialement et moralement, les implications de cet effondrement de l'économie sont révolutionnaires. D'un seul coup s'écroulent tous les mythes des merveilles du « marché libre » et les affirmations qui l'accompagnent, de défense de l'enrichissement personnel et d'attaques contre la solidarité sociale.

C'est pour cela que les dirigeants des pays les plus riches du monde font toute une histoire quant à l'importance de ce

sommet du G20. Chacun veut donner l'impression qu'il a un plan pour venir à bout de la crise et que ses propositions, si seulement elles sont appliquées rapidement et résolument, vont signifier un retour à la normale.

En réalité, les chefs d'Etat assemblés ne maîtrisent absolument rien. Les prescriptions économiques et politiques sur lesquelles ils se fondent depuis ces trois dernières décennies sont en ruines. Leurs promesses d'un changement de cap ont pour but d'endormir la population quant à la gravité de la crise, tandis qu'ils continuent à plumer les travailleurs afin d'en mettre plein les poches des banquiers et des ultra riches.

Jusqu'à présent, les plans de relance fiscale à eux seuls représentent au moins 2 pour cent du PIB mondial et les promesses de renflouement à venir pour les établissements financiers dépassent grandement ce chiffre. Cet argent a été aspiré sans produire d'effet perceptible, et le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale prévoient un déclin économique mondial de deux pour cent cette année. Personne n'est en fait en mesure de prédire jusqu'où iront les choses. Chaque estimation faite est pire que la précédente.

Les organisateurs de la manifestation d'aujourd'hui insistent de façon correcte pour dire que la priorité doit aller aux emplois décents et aux services publics et à mettre fin à la pauvreté et aux inégalités. Mais ils prétendent que cela peut être fait en demandant aux dirigeants du G20 de « faire passer les humains d'abord » (Put People First.) Il soutiennent qu'il n'y a rien de fondamentalement néfaste dans l'économie de marché, mis à part sa « gouvernance non démocratique. » En « démocratisant » les institutions tels la Banque mondiale et le FMI, par une plus grande « transparence », une parité entre « droit à l'expression et votes » et davantage de réglementation, il sera possible d'assurer que le marché est en mesure de « fonctionner

pour la masse des gens et non pour une minorité. »

C'est le monde à l'envers. Le manque de responsabilité au sein des institutions économiques n'est pas une espèce d'aberration qui empêcherait les lois du marché de servir les intérêts de la majorité. C'est au contraire la preuve que la démocratie n'est plus compatible avec un système fondé sur l'exploitation de la grande majorité par une élite numériquement insignifiante et totalement parasitaire.

Ces dernières décennies ont vu l'émergence d'une aristocratie financière qui a accumulé des niveaux de richesses personnelles toujours plus importants par une spéculation en grande partie détachée des processus productifs réels entrepris par le reste de la société. Cette couche considère toute notion de contrôle démocratique et de responsabilité comme contraire à ses propres intérêts sociaux. Elle ne peut ni ne veut admettre aucune restriction à son pillage des ressources du monde.

Il est impossible que les grandes puissances s'accordent pour un « New Deal mondial » coordonné. Il ne peut y avoir de retour au système de réglementation économique d'après-guerre établi à Bretton Woods, et qui se fondait sur l'hégémonie mondiale indiscutée des Etats-Unis. Aujourd'hui les Etats-Unis sont au centre de la tempête économique et leur déclin en tant que première puissance mondiale est le facteur déstabilisant majeur de la politique mondiale.

Les Etats-Unis et l'Europe sont à couteaux tirés sur la question du montant du plan de relance à appliquer par chaque pays, avec l'Allemagne qui mène l'opposition face aux appels de Washington pour que l'Europe crache davantage d'argent. De plus, aucun pays du G20 n'a entrepris de programme d'évaluation du secteur financier, censé garantir une plus grande transparence et responsabilité.

Plutôt que de rechercher une « voie juste et durable pour sortir de la récession » en coulisses les représentants politiques du patronat, réunis à Londres, sont en train de dresser des budgets d'austérité impliquant la destruction des emplois et des services publics et l'abaissement catastrophique du niveau de vie des peuples du monde.

En même temps, les principales puissances, Etats-Unis, Europe, Japon et Chine, sont en train de chercher à se protéger eux-mêmes du pire impact de cette récession

mondiale, aux dépens de leurs voisins.

Cette semaine, un rapport de la Banque mondiale indiquait que 17 des 20 membres du G20 ont pris des mesures protectionnistes depuis la signature, le 15 novembre dernier, d'un engagement à ne pas le faire. Depuis le début de la crise financière, leurs représentants ont proposé ou appliqué 78 mesures commerciales de cet ordre, dont 66 concernant des restrictions commerciales. Et le *New York Times* de conclure que « Le protectionnisme progresse, provoquant de sérieux conflits commerciaux et minant les efforts pour s'entendre sur une réponse coordonnée face à la récession mondiale la plus grave depuis la Deuxième guerre mondiale. »

Le capitalisme a conduit l'humanité au bord de la catastrophe. Cette semaine Dominique Strauss-Kahn, président du FMI a été forcé de faire cette mise en garde:

« Pour dire les choses crûment, la situation est très grave. la crise en cours [va] faire basculer des millions de personnes dans le chômage et la pauvreté, une évolution qui pourrait entraîner des agitations sociales, voire des guerres. »

On ne peut plus permettre à l'élite financière et à ses représentants de décider du sort des habitants de la planète. La gravité de la crise actuelle nécessite rien moins que la réorganisation de l'économie mondiale sur une base planifiée et rationnelle, visant à satisfaire les besoins sociaux.

Le système de propriété privée des moyens de production, fondé sur l'accumulation du profit par une minorité, doit être remplacé par la propriété sociale et la transformation des grandes banques et entreprises en des services devenus propriété publique sous contrôle démocratique. La division irrationnelle du monde en Etats-nations antagonistes et rivaux, qui menace le commerce et en dernière instance conduit à des conflits militaires, doit être remplacée par une fédération socialiste mondiale.

Cette lutte ne peut être entreprise que par les travailleurs eux-mêmes, contre la bourgeoisie et ses alliés des bureaucraties syndicales et des partis de gauche. Cette lutte requiert une mobilisation politique au-delà des frontières nationales, par la formation d'un nouveau parti socialiste internationaliste.